

INSERTION DES JEUNES

Améliorer l'accès à la formation et à l'emploi pour une meilleure inclusion sociale

Part des 15-24 ans ni en emploi, ni en études, ni en formation

Cet indicateur est le rapport de la population des jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur sur l'ensemble de la population des 15-24 ans. La part de ces jeunes en dehors de tout parcours scolaire ou professionnel est un indicateur de synthèse essentiel pour apprécier les difficultés d'insertion de la jeunesse dans la société et l'émergence de situation de précarité.

Des problèmes d'insertion des jeunes concernent particulièrement les DROM, les Hauts-de-France et le littoral méditerranéen

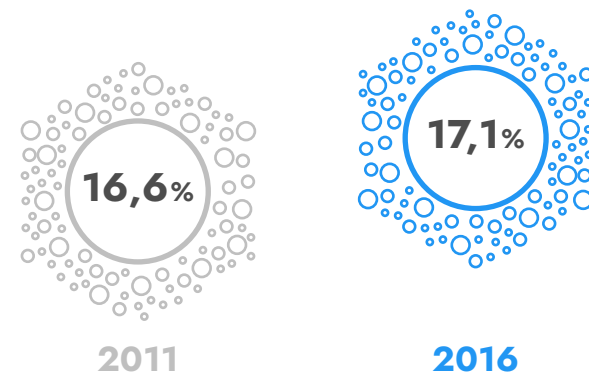
Les contrastes entre régions

La part des jeunes NEET était de 17,1% en 2016 soit 0,5 point de plus qu'en 2011 et 2 points de plus qu'en 2009. Dans les régions d'outre-mer, c'est plus d'un jeune de 15 à 24 ans sur 4 qui est dans cette situation avec un maximum observé en Guyane, où 38,6% des jeunes ne sont pas insérés, proportion en forte progression (+4,1 points) alors qu'elle diminue dans les trois autres régions d'outre-mer. En France métropolitaine, la région des Hauts-de-France, fortement touchée par la désindustrialisation et le chômage, compte 1 jeune sur 5 non inséré. La région PACA et la Corse figurent également parmi les régions les plus touchées par le phénomène. À l'inverse, les régions Bretagne, Pays de la Loire et Île-de-France parviennent mieux à insérer les jeunes, qui sont moins de 15% à être ni en emploi, ni en études, ni en formation. Entre 2011 et 2016, la part des jeunes non insérés a cependant augmenté de façon significative dans ces trois régions.

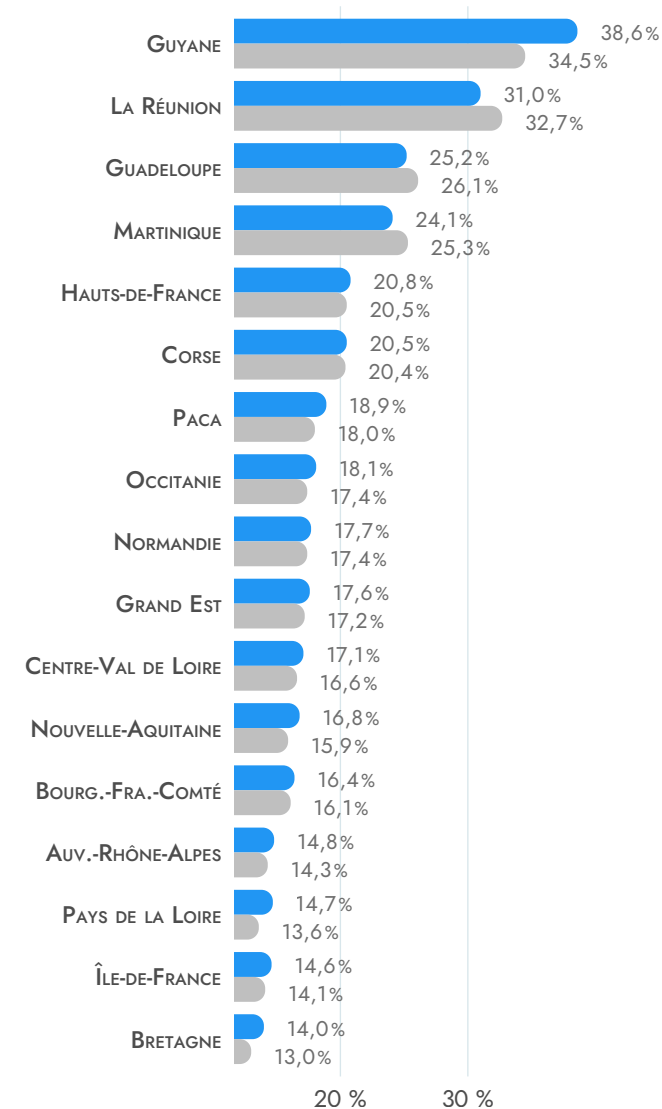
Les contrastes entre intercommunalités

À l'échelle des intercommunalités, le phénomène est particulièrement marqué dans l'ancien bassin minier du nord de la France et dans la partie nord de l'Aisne. Le long du littoral méditerranéen, la situation apparaît particulièrement préoccupante dans les intercommunalités du golfe du Lion dans un contexte de forte pression démographique : autour de Perpignan plus du quart des jeunes ne sont pas insérés. En Corse, la part des jeunes non insérés est élevée, sauf autour de la ville universitaire de Corte. Le centre de la France, en déprise démographique depuis les années 1960, peine également à insérer les jeunes, de même que les intercommunalités situées le long de la Garonne, entre Bordeaux et Toulouse. La situation est beaucoup plus favorable dans les intercommunalités situées autour de Rennes et Nantes, dans le Doubs, à la frontière avec la Suisse, dans les Alpes ainsi que dans les territoires peu denses du sud du Massif central.

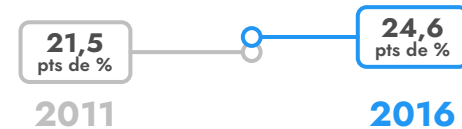
EN FRANCE



DANS LES RÉGIONS



Évolution des écarts entre les régions extrêmes



Dans une situation d'augmentation générale de la part des jeunes non insérés, on assiste cependant à une réduction des écarts entre les intercommunalités avec un rapport interdécile passé de 1,98 en 2011 à 1,94 en 2016.

Les contrastes entre types de territoires

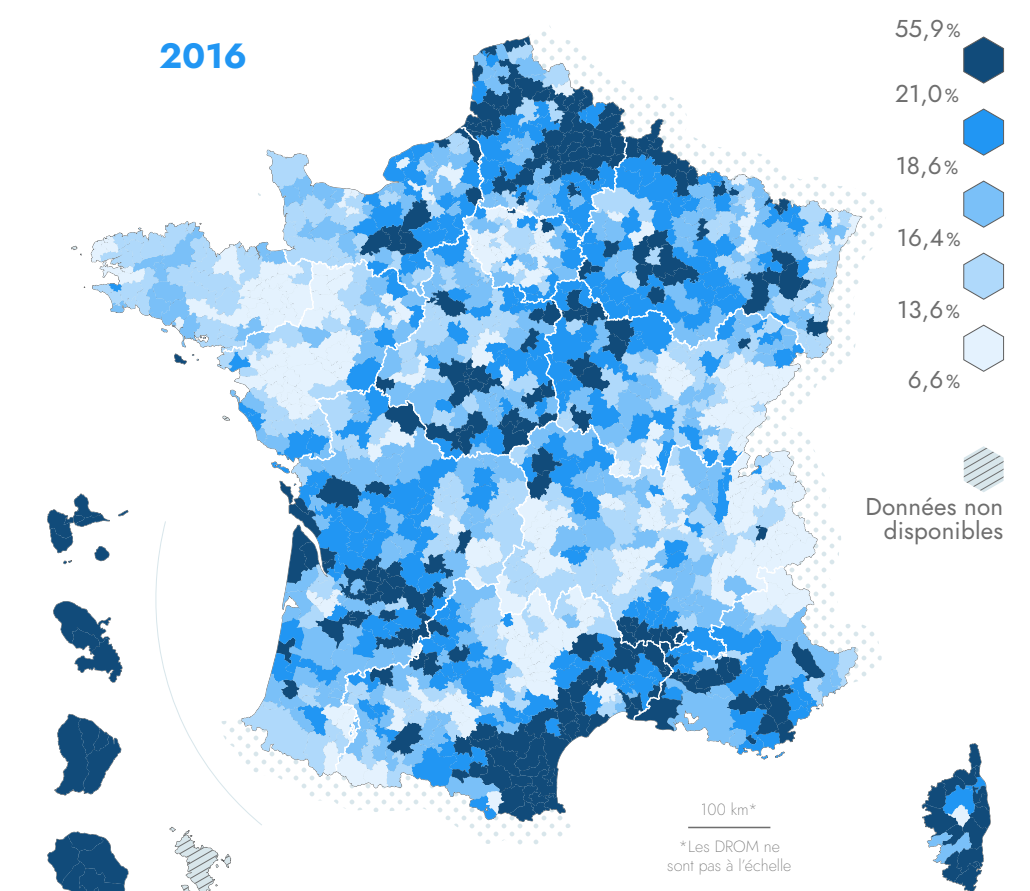
C'est dans les espaces de densité intermédiaire que la part de jeunes non insérés est la plus forte (près d'un jeune sur 5) notamment dans le nord de la France, sur le littoral méditerranéen et plus ponctuellement dans quelques villes petites ou moyennes (par exemple les intercommunalités de Châteauroux, Chalon, Le Creusot, Montélimar ou bien encore autour de Toulouse, celles de Castres, Pamiers, Saint-Gaudens et Montauban). Les autres types de territoires ont une part de jeunes non insérés autour de 16%, en forte progression pour les EPCI peu denses.

Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

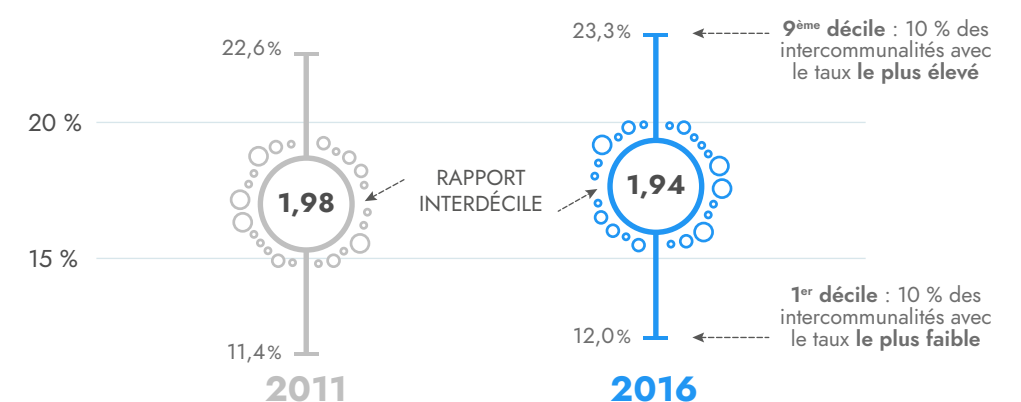
Dans les QPV de métropole, la part des jeunes non insérés est deux fois plus élevée qu'en moyenne en France métropolitaine.

Sources : Insee RP - IGN
Réalisation : ANCT padt 2020

DANS LES INTERCOMMUNALITÉS



Évolution des disparités entre les intercommunalités



PAR CATÉGORIE DE COMMUNES

